

ANNEXES

6 Annexes

6.1 Annexe 1 : liste des sigles utilisés

| | |
|------------|--|
| BDT | Base de Données Territoriales |
| BNDP | Base Nationale de Données Patrimoniales |
| CSI | Centre de Service Informatique |
| CDIF | Comité Départemental de l'Information Géographique |
| Certu | Centre d'Étude sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les Constructions Publiques |
| Cete | Centre d'Etude Technique de l'Équipement |
| Cnil | Commission Nationale Informatique et Libertés |
| Crige | Comité Régionale de l'Information Géographique |
| DAEI / SES | Direction des Affaires Économiques et Internationales / Service des Études Statistiques |
| DDE | Direction Départementales de l'Équipement |
| DGD | Dotation Générale de Décentralisation |
| DGI | Direction Générale des Impôts |
| DGCP | Direction générale de la comptabilité publique |
| DGUHC | Direction Générale Urbanisme Habitat Construction |
| DIA | Déclaration d'Intention d'Aliéner |
| DSF | Direction des Services Fiscaux |
| EPCI | Établissement Public de Coopération Intercommunale |
| EPTB | enquête sur le prix des terrains à bâtir |
| Existan | Exploitation de L'information Statistique sur les transactions dans l'ancien et le neuf) |
| Fantoir | Fichier Annuaire Topographique Initialisé Réduit |
| FEFD | Fichier des Évaluations Fiscales et Domaniales |
| Fidji | fichier informatique des données juridiques immobilières |
| FP | Fichier des Propriétaires |
| FPB | Fichier de la Propriété Bâtie |
| FPBN | Fichier de la Propriété Non Bâtie |
| IGN | Institut Géographique National |
| LOLF | Loi Organique Relative aux Lois de Finances |
| Majic2 | Mise A Jour des Informations Cadastrales, deuxième version |
| MEDD | Ministère de l'Écologie et du Développement Durable |
| Minefi | Ministère des Finances |
| MTETM | Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer |
| Oeil | Observatoire des Évaluations Immobilières Locales |
| Paser | Plan d'Action Stratégique en Région |
| PC | Permis de Construire |

| | |
|----------------|--|
| PCI | Plan Cadastral Informatisé |
| PDL | Fichier des Propriétés Divisées en Lots |
| PLU | Plan Local d'Urbanisme |
| PMC | Plan Minute deConservation |
| PPRI | Plan de Prévention des Risques Inondation |
| Safer | Société d'Aménagement Foncier et d'Équipement Rural |
| SDAE (ex-ADAE) | Service pour le Développement de l'Administration Electronique |
| SDNC | service de la documentation nationale du cadastre |
| SIEEEN | Syndicat Intercommunal de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Équipement de la Nièvre |
| SIG | Système d'Information Géographique |
| Sitadel | système d'information et de traitement de données élémentaires sur les Logements et locaux neufs |
| SUP | Servitude d'Utilité Publique |
| TGPE | tableau général des propriétés de l'État |
| VEFA | Vente en l'État Futur d'Achèvement |

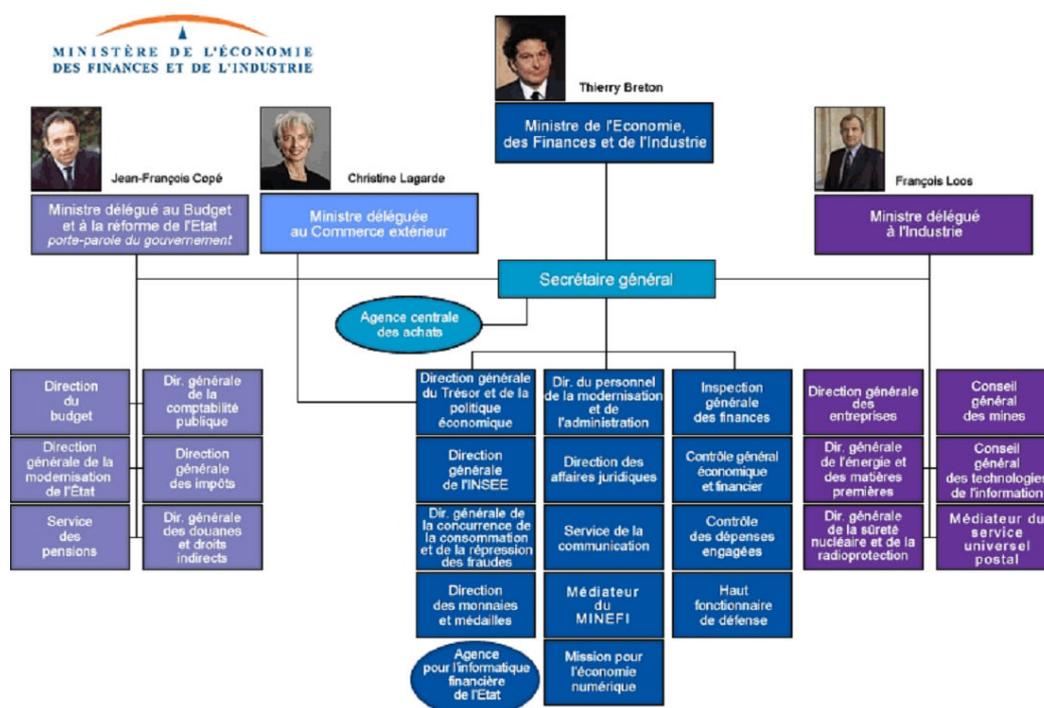
6.2 Annexe 2 : Organisation du Minefi

6.2.1 Organisation

Le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, financière, budgétaire, fiscale, de consommation, de répression des fraudes et de réforme de l'État. Il est responsable de l'équilibre de l'ensemble des comptes publics. Il prépare et met en œuvre les politiques dans les domaines du commerce extérieur, de l'industrie, de l'énergie et des matières premières, des postes et communications électroniques. Il est associé à la définition et à la mise en œuvre des mesures de simplification des formalités incombant aux entreprises. (article 1 du décret du 16 juin 2005 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie).

Ils se compose de trois ministères délégués :

- au Budget et à la Réforme de l'État,
- au Commerce Extérieur,
- à l'Industrie.



Le ministère délégué au Budget et à la Réforme de l'État se compose notamment de deux grandes directions : la Direction générale des impôts et la Direction générale de la comptabilité publique. La première est chargée d'établir et de contrôler les impôts d'État et certaines taxes locales (80 000 agents, 900 centres des impôts, 847 recettes des impôts, 315 centres des impôts fonciers). La deuxième est chargée de recouvrer l'impôt (57 000 agents, 4 000 perceptions).

Des évolutions importantes ont été actées depuis 2002 et modifient l'organisation et le champ de compétence des services de ces deux administrations fiscales. La séparation entre les services ordonnateurs et les services comptables semble peu à peu disparaître. Ainsi, les réformes du Minefi ont-elles pour objet le regroupement fonctionnel et le rapprochement physique de certains services pour simplifier les démarches des contribuables. Par ailleurs, les missions non fiscales sont concernées par des objectifs de rationalisation et d'informatisation des services. Les réformes en cours et à venir peuvent se résumer en trois grandes orientations :

1. La DGI devient depuis 2005 l'interlocuteur fiscal unique des entreprises. Ceci se matérialise notamment par le :

- transfert à la DGI de l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires (le recouvrement de ces impôts est transféré au réseau comptable de la DGI) ;
- rapprochement des centres et recettes des impôts, et la création du service des Impôts des Entreprises (SIE).

2. La DGI deviendra, à moyen terme, l'interlocuteur fiscal unique des particuliers :

- l'expérimentation sur le rapprochement entre des centres des impôts et centres des impôts fonciers s'est achevée en 2005. Pour une zone géographique donnée, toutes les tâches d'assiette et de suivi du contentieux de l'impôt sur le revenu et des impôts directs locaux sur les ménages, ont été rassemblées au sein d'un centre des impôt ;
- la mise en œuvre de ce rapprochement devrait s'achever aux alentours de 2010 selon des modalités retenues de l'expérimentation.

3. La DGCP devient depuis 2004 l'interlocuteur unique des collectivités locales :

- par le transfert en 2004 de l'activité de conseil en matière de fiscalité directe locale au réseau du trésor public ;
- par le transfert en 2007 des services des Domaines au sein de la DGCP dont les modalités pratiques ne sont pas encore connues ;
- par la création d'un nouveau service, service France Domaines, chargé du patrimoine immobilier de l'État.

Parallèlement, une refonte en profondeur des systèmes d'information est également en cours. Un important projet a été lancé dès 2001 pour donner à ces deux directions les mêmes sources d'informations et les mêmes méthodes de travail rendu possible avec les nouvelles technologies. Il devrait s'achever en 2008. Un service à compétence nationale (SCN), commune aux deux directions, dénommé « **Programme Copernic** », a été créé par un arrêté du 12 novembre 2001. Il est chargé de la mise en place du système d'information relatif au Compte Fiscal Simplifié (CFS) et de différents systèmes d'information dont la Banque Nationale de Données Patrimoniales (BNDP) mise en service en avril 2004.

6.2.2 Organisation des services centraux et territoriaux

L'organisation présentée ci-après prend en compte les modifications de février 2005. Elle devrait évoluer dans les années à venir pour intégrer les réformes en cours et à venir. Les services territoriaux devraient être plus particulièrement impactés.

6.2.2.1 Les services centraux

6.2.2.1.1 Description

Les services centraux de la Direction Générale des Impôts (DGI) se composent d'une Direction de la législation fiscale et de trois grands services : le service juridique, le service des ressources (humaines) et le service de l'application, auxquels sont rattachées plusieurs sous-directions.

Le programme Copernic est un service à compétence nationale rattaché à la DGI et à la Direction Générale de la Comptabilité Publique (DGCP).

La stratégie de réforme du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie conduit la DGI à de nombreuses restructurations. Ainsi, la sous-direction des affaires foncières (sous-direction F intégrant le Cadastre, la Publicité Foncière et le Domaine) a été intégrée en 2005³⁴ au service de l'application en charge de la gestion de la fiscalité professionnelle (P) et de la gestion des impôts des particuliers (M).

Désormais **le service de l'application** s'organise en trois sous-directions :

- la sous-direction P, chargée de la gestion intégrée des impôts des professionnels ainsi que de la réglementation et du suivi du recouvrement des impôts et taxes recouverts par la DGI ;
- la sous-direction M, chargée de la gestion des impôts des particuliers, de la fiscalité directe locale, de la fiscalité patrimoniale ;
- **la sous-direction F qui assure le pilotage des missions foncières, cadastrales et domaniales.**

Ces services ont pour fonction de :

- définir les orientations des missions exercées par les services territoriaux ;
- gérer une partie des moyens de fonctionnement ;
- répartir des moyens et contrôler la gestion des directions. Cette fonction est toutefois très largement déconcentrée ;
- concevoir les outils pour aider les services à maîtriser la déconcentration.

³⁴ Arrêté du 17 février 2005 portant **organisation** des sous-directions de la DGI modifiant l'arrêté du 2 novembre 1998.

6.2.2.1.2 Organigramme

| SERVICE CENTRAUX | SERVICES A COMPETENCE NATIONALE | SERVICES SPECIALISES ET DECONCENTRES |
|--|---|---|
| DIRECTION DE LA LEGISLATION FISCALE | ECOLE NATIONALE DES IMPOTS | DIRECTION DE CONTROLE FISCAL (DIRCOFI) |
| SERVICE JURIDIQUE | ECOLE NATIONALE DU CADASTRE | DIRECTION SPECIALISEE DES IMPOTS POUR LA REGION ILE-DE-FRANCE ET PARIS (DSIP) |
| SERVICE DES RESSOURCES | CENTRE NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE | DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DU DEPARTEMENT |
| SERVICE DE L'APPLICATION | DIRECTION DES VERIFICATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES | |
| DELEGUES INTERREGIONAUX | DIRECTION NATIONALE DES VERIFICATIONS DE SITUATIONS FISCALES | |
| DEPARTEMENT DE LA COMMUNICATION | DIRECTION NATIONALE D'ENQUETES FISCALES | |
| MISSION D'EXPERTISES ET DE LIAISONS | DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES (DGE) | |
| DEPARTEMENT DE LA STRATEGIE, DE L'INNOVATION ET DE LA SYNTHESE | SERVICE DE LA DOCUMENTATION NATIONALE DU CADASTRE | |
| SOUS-DIRECTION DU CONTROLE FISCAL | DIRECTION NATIONALE D'INTERVENTIONS DOMANIALES | |
| SCN PROGRAMME COPERNIC | DIRECTION DES RESIDENTS A L'ETRANGER ET DES SERVICES GENERAUX | |
| | CENTRES DE SERVICES INFORMATIQUES | |
| | SNC-CENTRES IMPOTS SERVICE | |

NB : Les **directions et services en gras** concernent plus particulièrement les missions relatives à la gestion du cadastre et aux évaluations domaniales.

6.2.2.2 **Les services territoriaux**

Ils sont composés de directions à compétence nationale, interrégionale et départementale.

6.2.2.2.1 Directions à compétence nationale

Au nombre de dix, elles sont spécialisées sur différents domaines : la formation professionnelle, les opérations de contrôles fiscaux, la gestion des non résidents, **la gestion du domaine³⁵ (direction nationale des interventions domaniales DNID), les travaux de documentation cadastrale et d'impression (service de la documentation nationale du cadastre SDNC)**. Ce service établit et reproduit les plans cadastraux. Il regroupe l'ensemble des ateliers de photogrammétrie du territoire. Au delà des travaux de reproduction, il intervient à la demande sur les remaniements du cadastre.

³⁵ Gestion du patrimoine mobilier de l'État (cent emplois) : ventes par adjudication ou de gré à gré, immatriculation des véhicules- brigades de renforts en fonction des besoins locaux

Par ailleurs, seize centres de services informatiques (CSI) ont également le statut de service à compétence nationale. Chacun de ces centres est spécialisé sur un domaine fonctionnel.

6.2.2.2 Directions à compétence interrégionale

Neuf délégations interrégionales participent au pilotage et au contrôle de gestion des services déconcentrés de leur ressort d'intervention. Elles sont composées d'une dizaine d'agents. Membres du comité de direction de la DGI, les délégués interviennent directement dans le processus de décision en administration centrale en y apportant leur connaissance des contextes locaux. Ils ont également pour fonction de diffuser les informations et décisions de l'administration centrale aux DSF.

6.2.2.3 Directions à compétence départementale

Il existe une direction des services fiscaux (DSF) par département, à l'exception des départements du Nord, des Bouches-du-Rhône et des Hauts-de-Seine qui en comptent deux et de Paris qui comprend cinq directions, soit 107 DSF. La DSF est la direction de l'ensemble des services du département. Les DSF chefs lieux peuvent avoir des compétences régionales.

Les services départementaux ont une compétence de droit commun en ce qui concerne les missions fiscales, foncières et domaniales. Ils constituent le réseau de base des services déconcentrés de la DGI.

Ils comprennent des services de direction (service du personnel et des crédits, du contentieux...), une inspection principale des services, des services à compétence départementale et des services à compétence infra-départementale (locale). Ces derniers comprennent les centres des impôts-les recettes principales élargies, les recettes principales des impôts et les centres des impôts fonciers (CDIF), les bureaux des hypothèques. Longtemps organisés en fonction de la nature de l'impôt, ils ont récemment évolué vers une organisation en fonction des usagers qui devrait être finalisée à l'horizon 2010.

Les services à compétences locales sont depuis le 1er janvier 2006 composés du :

- Centres des Impôts-Recettes intégrant un service spécifique : Service des Impôts des Entreprises (assiette et recouvrement),
- **Bureaux des hypothèques,**
- **Centre des impôts fonciers (CDIF) regroupant les services du cadastre et des domaines.**

Les **bureaux des hypothèques** ont pour missions :

- La publication des actes constatant les mutations d'immeubles et la conservation, en vue de l'information du public, de tous renseignements concernant les immeubles grevés d'hypothèques ou de privilèges,
- La perception des droits auxquels la plupart des formalités de publicité foncière sont assujetties.

Ils sont dirigés par un conservateur des hypothèques. Un bureau des hypothèques assure la mise à jour de l'identité du propriétaire d'un bien immobilier défini. Lorsque la propriété d'un bien immobilier passe, par acte notarié, d'une personne à une autre, le notaire est tenu de signaler ce transfert au bureau des hypothèques. L'acte notarié dont découle le transfert de propriété est transcrit dans un registre destiné à cet effet. Cette transcription rend le contenu de l'acte notarié opposable aux tiers.

L'informatisation des bureaux des hypothèques s'est effectuée sur une longue période. Depuis le début des années 2000, les actes notariés sont scannés et alimentent la base de données FIDJI (fichier informatique des données juridiques immobilières).

Les **Centres des Impôts Fonciers** ont pour missions :

- La gestion du cadastre et du domaine, l'établissement du plan,
- La fixation des valeurs locatives,
- La participation à la gestion du domaine de l'État et au contrôle des opérations immobilières des collectivités publiques.

Ils sont organisés en deux services disjoints, le **Cadastre** et les **Domaines**.

L'organisation à terme des services à compétences locales devrait comprendre :

- Le service des Impôts des Entreprises (SIE) à partir du 1^{er} janvier 2006 (assiette et recouvrement),
- Le bureaux des hypothèques,
- Le centre des impôts des particuliers intégrant la fixation des valeurs locatives incombant à ces usagers,
- Le centre des impôts fonciers intégrant la gestion du cadastre et la fixation des valeurs locatives incombant aux professionnels et aux collectivités locales propriétaires de biens.

6.3 Annexe 3 : personnes rencontrées et contactées

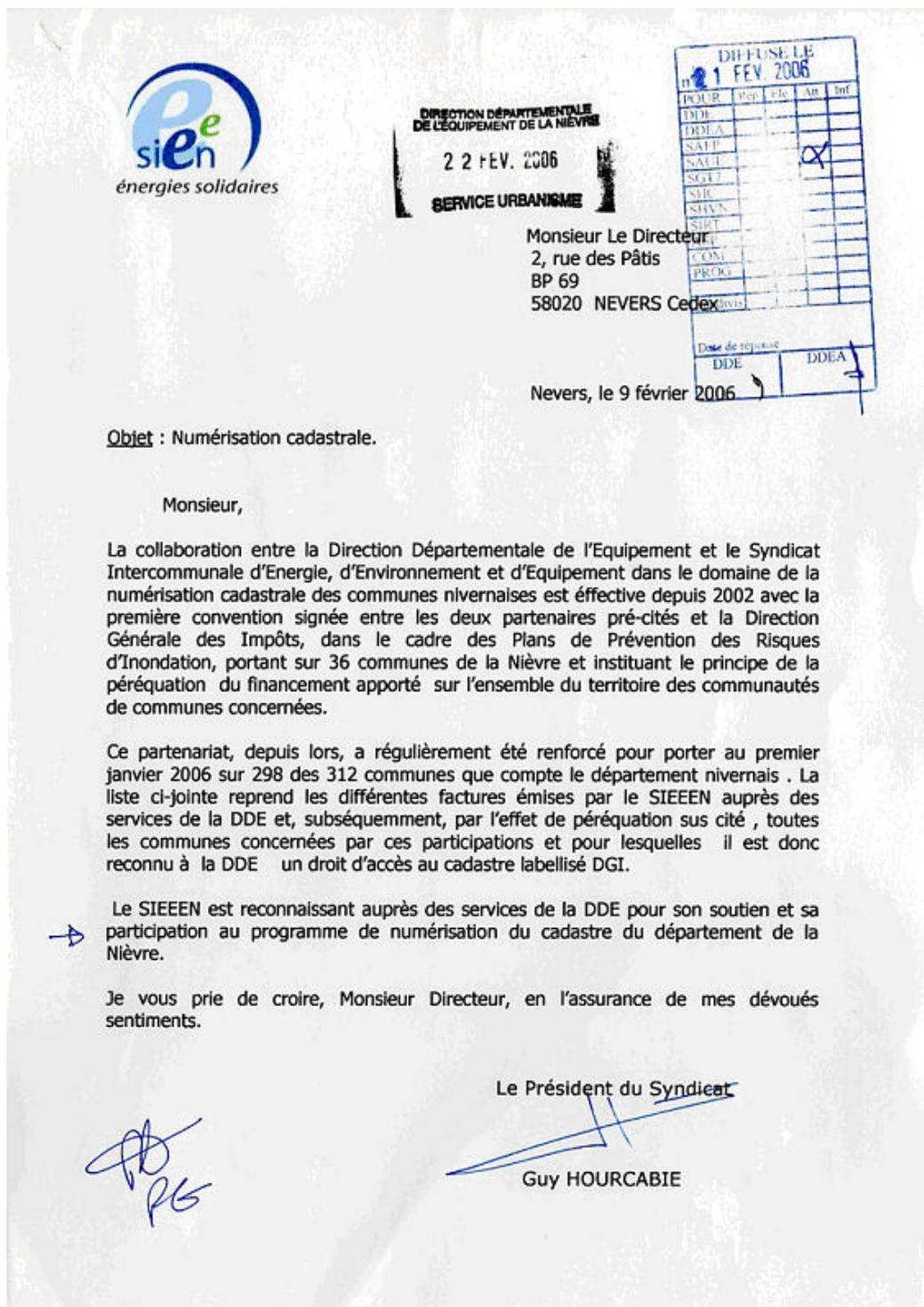
Personnes rencontrées

| Structure | Personne ressource | Service |
|-------------------|-------------------------|---|
| DDE 58 | Paul Giolat | Responsable du pôle géomatique |
| DDE 58 | Jean-Marc Magnet | Technicien du pôle géomatique |
| DDE 58 | Bernard Gournay | Chef de service du SAUE |
| DDE 58 | Caroline Rallo | Responsable du BEU |
| SIEEEN | Eric Danion | Responsable Service cartographie SIG |
| DSF 58 | Patrick Beautier | Inspecteur Principal |
| DSF 58 | Melle Leturgeon | Inspecteur du cadastre |
| DSF 58 | M. Narcy | Inspecteur du cadastre |
| DRE LR | M. Bernard Sudraud | Chargé de mission Cellule BTP |
| DRE LR | M. Alain Chourenc | Technicien cellule BTP |
| DRE LR | M. Eric Gay | Chargé de mission foncier |
| DSF 34 | M. de Bremoy | Chef de brigade d'évaluation Domaniale |
| DSF34 | M. Calderon | Chef de centre Foncier de Montpellier I |
| DSF | M. JF Roux | Inspecteur du Cadastre |
| DSF | M. Roger SCHWEBEL | Inspecteur du Cadastre |
| DSF 30 | M. Jorret | Brigade domaniale |
| Cete DE LILLE | M. Jean-Luc STAELENS | Enquêteur |
| Cete DE LILLE | M. Gaëtan LEROY | Chargé d'études |
| Cete DE LILLE | Mme Corinne STRADY | Chargé d'études |
| Cete MEDITERRANEE | M. Jean-Pierre CHRETIEN | Chargé d'études, personne ressource PCI |
| CRIGE PACA | Mme Christine ARCHIAS | Directeur du CRIGE |

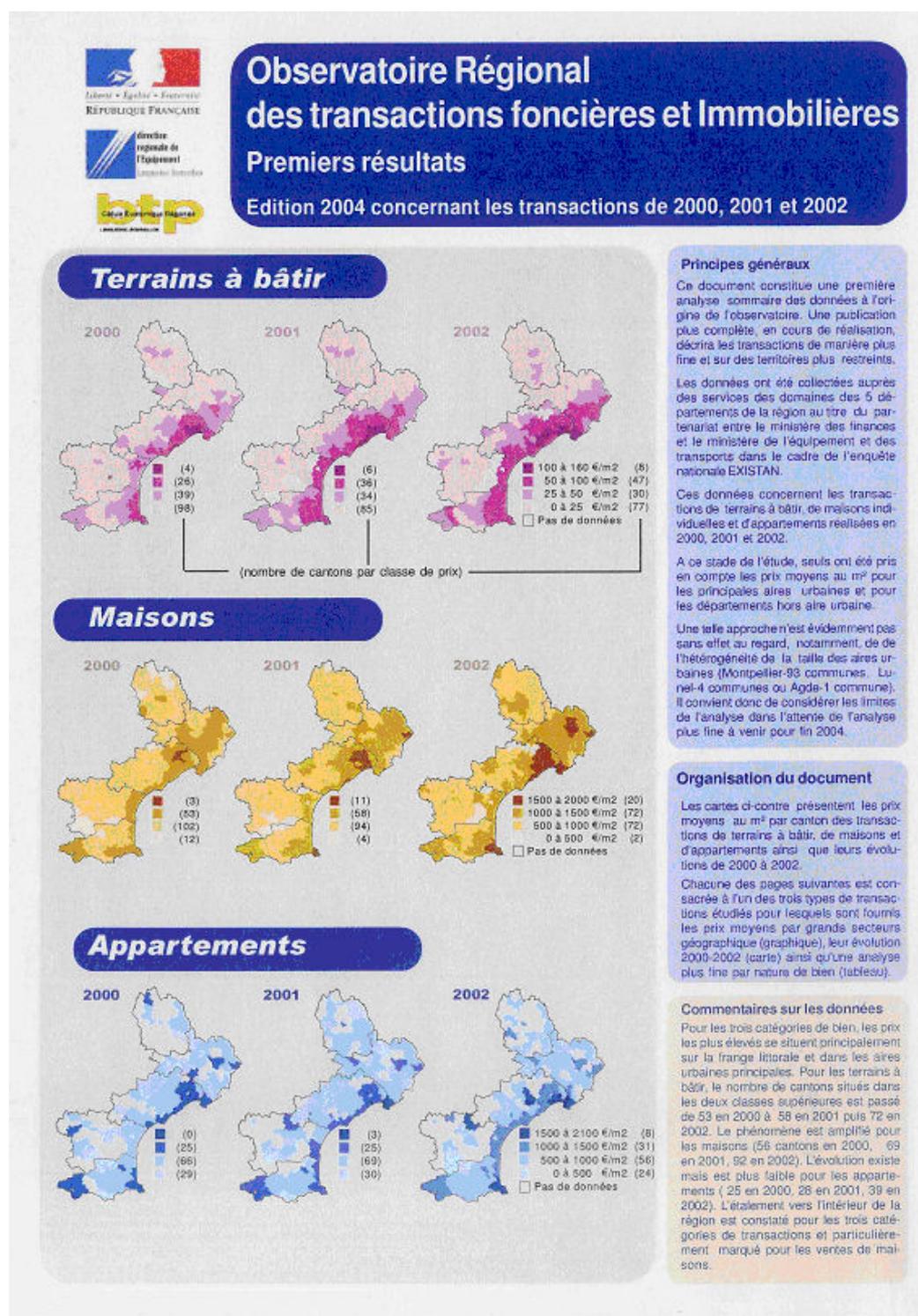
Personnes contactées

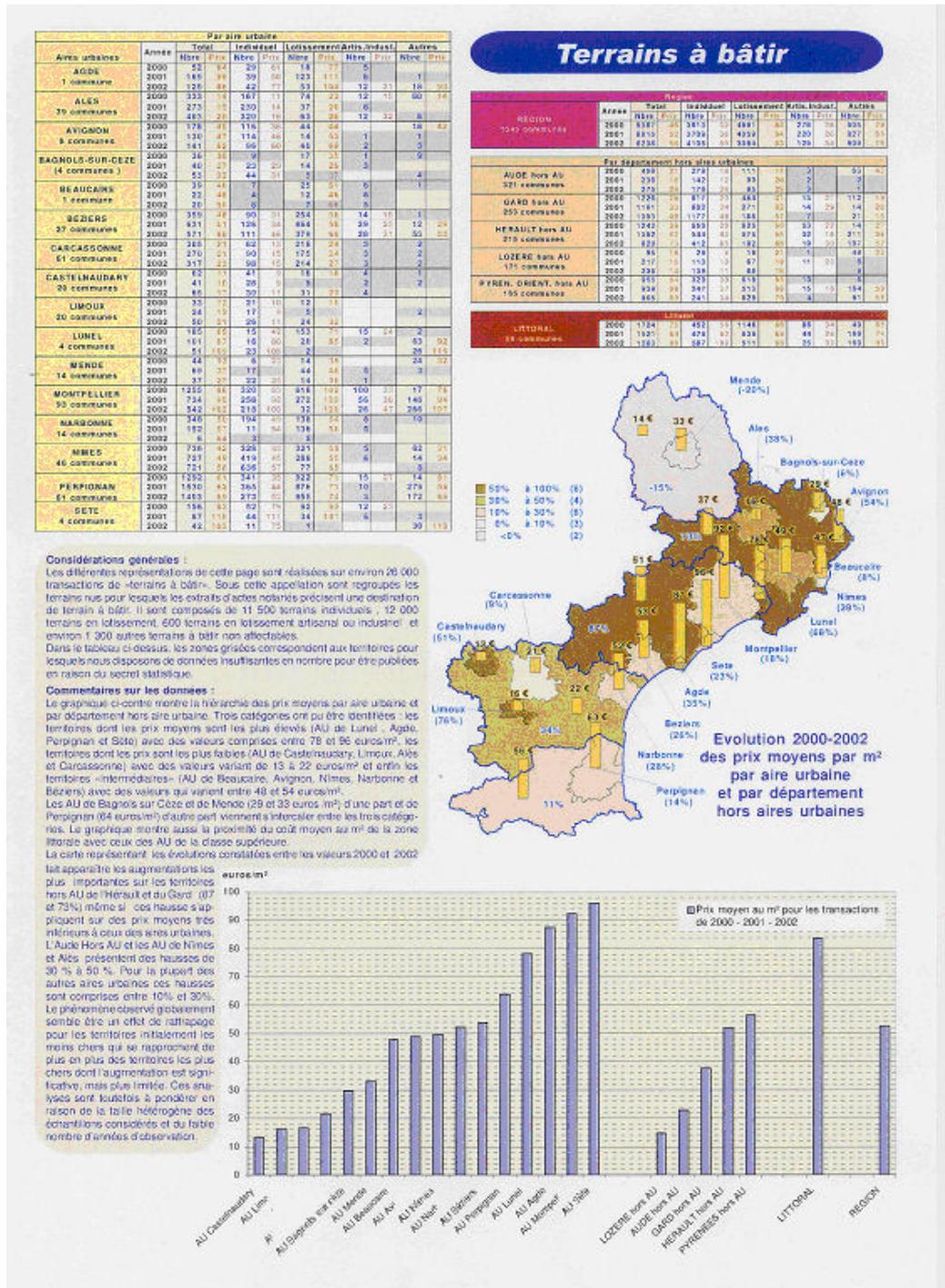
| Structure | Personne ressource | Service |
|-----------|------------------------|--|
| DAEI | M. Copenolle | Statistique déconcentrée de la construction |
| DAEI | Mme Claire Plateau | Synthèses sur le logements et l'immobilier |
| DAEI | M. Michel Barge | Sous-direction de l'observation statistique de la construction |
| DGUHC | Mme Marie-Claire Grima | Sous-direction de l'observation et des études. |
| CERTU | Mme Magali Di Salvo | Chargé d'études Géomatique Urbaine |
| DDE 44 | Mme Stéphanie Delfau | Chef de service Aménagement |

6.4 Annexe 4 : Lettre du président du SIEEEN à la DDE 58 relative à la numérisation du cadastre



6.5 Annexe 5 : Observatoire régional des transactions foncières et immobilières en Languedoc-Roussillon (brochure édition 2004)





Considérations générales:

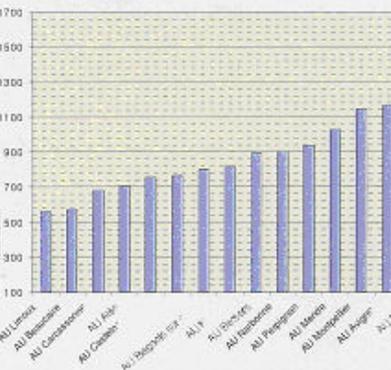
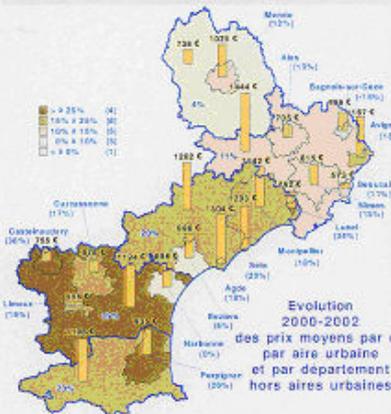
47 000 transactions «appartements» ont été analysées dont 5600 studios, 6100 T1, 15600 T2, 10800 T3, 6900 T4 et 2400 T5 et Plus. Les zones grisées du tableau correspondent aux territoires pour lesquels les données dont nous disposons ne peuvent être publiées en raison du secret fiscal.

Commentaires sur les données:

Le graphique ci-contre fait apparaître des prix moyens variant de 550 à 1500 euros/m² avec une répartition relativement homogène, sans pouvoir faire apparaître de manière tranchée des catégories d'aires urbaines. Les AU de Limoux, Carcassonne, Castelnaudary présentent, comme pour les terrains à bâtir et les maisons, les prix les plus bas de la région. A l'opposé, les AU d'Agde, Sète, Montpellier et Avignon sont caractérisées par les prix les plus élevés.

Sur l'aire urbaine de Méridac un niveau de prix parmi les plus haut de la région (1625 euros/m²) est observé alors que les prix moyens/m² sont plutôt parmi les plus faibles pour les terrains à bâtir et les maisons. Il est également surprenant de constater qu'à l'exception de la Lézarde, au sein d'un même département les appartements présentent des prix soit équivalents soit plus chers hors AU que dans la plupart des AU. Concernant les augmentations de 2000 à 2002, l'Aude hors AU est caractérisée par les hausses les plus importantes (38%), ainsi que les AU de Perpignan, de Lunel et Castelnaudary, suivies par les AU d'Avignon, Carcassonne et Limoux et des départements hors AU du Gard et de l'Hérault (hausse comprises entre 15 et 25%).

L'analyse de ces prix moyens des appartements par AU doit être examinée avec beaucoup de précautions en raison des écarts importants dans le taille des échantillons disponibles (absence de données pour l'AU de Narbonne en 2002, moins de 30 transactions pour Limoux, moins de 50 pour Castelnaudary...). Pour les appartements, comme pour les autres biens, l'hétérogénéité de la taille des aires urbaines introduit un biais non négligeable dans l'analyse. A titre d'exemple, l'AU d'Agde, avec une seule commune a probablement des coûts plus homogènes que ceux de l'AU de Montpellier où coexistent des communes du littoral, des communes très urbanisées et des communes rurales.



Etude réalisée par: Alain CHOUVENEC, Virginie KIZIASSEY, Bernard GUORAUD - Direction Régionale de l'Équipement Languedoc-Roussillon
Service des professions du BTP - Contact: Bernard.GUORAUD - tel:04.67.30.51.31 - e-mail: bernard.guoraud@equipement.gouv.fr

Appartements

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | | | |
|-------|-------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|------|------|------|-----|-----|-----|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | | | |
| 2000 | 10357 | 627 | 1337 | 1087 | 2183 | 1334 | 2830 | 1729 | 3047 | 922 | 2314 | 232 | 897 | 189 |
| 2001 | 16841 | 1075 | 1829 | 1117 | 2287 | 1740 | 3888 | 1088 | 2073 | 1201 | 2142 | 803 | 728 | 912 |
| 2002 | 15847 | 1059 | 2478 | 1743 | 1731 | 1314 | 4881 | 1263 | 2381 | 1331 | 1887 | 611 | 731 | 488 |

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | |
|-------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|-----|-----|---|---|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | |
| 2000 | 98 | 473 | 12 | 44 | 26 | 100 | 115 | 109 | 42 | 147 | 6 | 3 |
| 2001 | 230 | 520 | 25 | 173 | 53 | 1314 | 245 | 116 | 152 | 9 | 3 | 3 |
| 2002 | 382 | 520 | 62 | 173 | 53 | 1314 | 245 | 116 | 152 | 9 | 3 | 3 |

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | | |
|-------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|-----|------|----|-----|----|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | | |
| 2000 | 1058 | 1236 | 234 | 1071 | 138 | 1051 | 248 | 1064 | 119 | 1079 | 72 | 614 | 72 |
| 2001 | 1171 | 1092 | 241 | 1087 | 250 | 1065 | 285 | 173 | 119 | 1047 | 86 | 614 | 68 |
| 2002 | 742 | 1115 | 107 | 1041 | 122 | 1110 | 248 | 1084 | 142 | 1032 | 49 | 614 | 49 |

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | | |
|-------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|-----|------|----|-----|-----|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | | |
| 2000 | 872 | 1622 | 49 | 1027 | 132 | 1086 | 245 | 1079 | 107 | 101 | 45 | 614 | 45 |
| 2001 | 831 | 1622 | 262 | 1013 | 123 | 1018 | 276 | 1072 | 96 | 1022 | 43 | 126 | 263 |
| 2002 | 21 | 725 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | |
|-------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|-----|------|-----|-----|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | |
| 2000 | 355 | 1174 | 503 | 1162 | 187 | 1101 | 1789 | 108 | 708 | 128 | 108 | 108 |
| 2001 | 2487 | 1102 | 878 | 1162 | 114 | 1312 | 1228 | 1214 | 808 | 1182 | 121 | 101 |
| 2002 | 2236 | 1063 | 382 | 1213 | 233 | 1336 | 827 | 1218 | 108 | 128 | 171 | 171 |

| Année | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | |
|-------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|------|------|------|-----|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | |
| 2000 | 4812 | 1111 | 826 | 1112 | 1122 | 1069 | 1118 | 1112 | 1122 | 428 | 1122 | 108 |
| 2001 | 7950 | 1285 | 319 | 1285 | 1862 | 1585 | 1674 | 1222 | 1502 | 1221 | 428 | 118 |
| 2002 | 7174 | 1285 | 618 | 1285 | 954 | 2271 | 1076 | 1228 | 1181 | 1287 | 1221 | 78 |

| Aires urbaines | Nbre | Prix | Département | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|------|------|-------------|---------|------|--------|----------|---------|------|------|------|------|------|
| | | | Aude | Hérault | Gard | Lozère | Pyrenees | Hérault | | | | | |
| AGDE 1 communes | 2000 | 444 | 1287 | 0 | 834 | 1187 | 848 | 1288 | 219 | 1287 | 87 | 1188 | 16 |
| | 2001 | 1346 | 1412 | 471 | 1313 | 800 | 1280 | 701 | 1484 | 112 | 1228 | 37 | 1200 |
| | 2002 | 159 | 1412 | 19 | 148 | 16 | 419 | 27 | 245 | 27 | 804 | 48 | 179 |
| ALES 28 communes | 2000 | 164 | 718 | 0 | 10 | 482 | 30 | 887 | 38 | 792 | 42 | 878 | 58 |
| | 2001 | 223 | 728 | 12 | 187 | 371 | 142 | 54 | 724 | 66 | 141 | 153 | 31 |
| | 2002 | 63 | 1083 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| AVIGNON 8 communes | 2000 | 82 | 1083 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2001 | 31 | 833 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | |
| | 2002 | 76 | 833 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| BAGNOLS-SUR-CEZE 4 communes | 2000 | 123 | 731 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| | 2001 | 21 | 1083 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2002 | 41 | 1083 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| BEAUGAIRE 1 communes | 2000 | 41 | 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2001 | 41 | 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2002 | 41 | 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| BERGERY 27 communes | 2000 | 484 | 671 | 0 | 0 | 1188 | 1227 | 834 | 1061 | 819 | 803 | 847 | 25 |
| | 2001 | 748 | 687 | 0 | 0 | 1003 | 1118 | 223 | 888 | 813 | 848 | 138 | 848 |
| | 2002 | 625 | 625 | 0 | 0 | 1469 | 55 | 1019 | 168 | 168 | 162 | 111 | 768 |
| CARCASSONNE Et communes | 2000 | 135 | 712 | 0 | 0 | 112 | 161 | 520 | 267 | 189 | 26 | 859 | 38 |
| | 2001 | 152 | 712 | 0 | 0 | 112 | 161 | 520 | 267 | 189 | 26 | 859 | 38 |
| | 2002 | 152 | 712 | 0 | 0 | 112 | 161 | 520 | 267 | 189 | 26 | 859 | 38 |
| CASTELNAUDARY 20 communes | 2000 | 55 | 1083 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| | 2001 | 17 | 703 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| | 2002 | 61 | 812 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | |
| LIMOUX 20 communes | 2000 | 9 | 428 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2001 | 9 | 428 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2002 | 9 | 428 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| LUNEL 4 communes | 2000 | 85 | 927 | 0 | 0 | 11 | 163 | 15 | 714 | 25 | 831 | 25 | |
| | 2001 | 69 | 1083 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2002 | 69 | 1083 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| MENDAC 14 communes | 2000 | 37 | 878 | 0 | 0 | 4 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | 2001 | 41 | 1083 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| | 2002 | 33 | 1083 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | |
| MONTPELLIER 88 communes | 2000 | 3738 | 1143 | 495 | 1518 | 474 | 1777 | 1110 | 1327 | 924 | 1081 | 811 | |
| | 2001 | 2889 | 1234 | 528 | 1386 | 250 | 1402 | 1263 | 1081 | 1081 | 519 | 1171 | |
| | 2002 | 791 | 1083 | 78 | 302 | 83 | 873 | 389 | 108 | 821 | 84 | 103 | |
| NARBONNE 15 communes | 2000 | 251 | 1083 | 14 | 103 | 20 | 649 | 80 | 872 | 80 | 824 | 38 | |
| | 2001 | 879 | 718 | 83 | 738 | 221 | 609 | 884 | 249 | 793 | 18 | 844 | |
| | 2002 | 883 | 780 | 80 | 818 | 45 | 888 | 169 | 848 | 211 | 775 | 254 | |
| PERPIGNAN Et communes | 2000 | 1838 | 1083 | 162 | 214 | 1192 | 868 | 1287 | 819 | 888 | 108 | 978 | |
| | 2001 | 2343 | 928 | 250 | 967 | 155 | 1025 | 789 | 1844 | 755 | 822 | 451 | |
| | 2002 | 1838 | 1083 | 162 | 214 | 1192 | 868 | 1287 | 819 | 888 | 108 | 978 | |
| SETE 4 communes | 2000 | 1183 | 1184 | 52 | 1234 | 1011 | 1118 | 425 | 1234 | 284 | 1183 | 1183 | |
| | 2001 | 1234 | 1178 | 81 | 1213 | 995 | 1185 | 449 | 1289 | 292 | 1142 | 172 | |
| | 2002 | 1871 | 1238 | 171 | 1388 | 82 | 1488 | 600 | 1428 | 201 | 1241 | 112 | |

**Service
Bâtiment
Travaux
Publics**

**520, allée Henri II
de Montmorency
34064 Montpellier
Cedex**
**Telephone :
04 67 20 50 60**
**Telecopie :
04 67 15 68 17**
**www.languedoc-
roussillon.equipement.
gouv.fr**

6.6 Annexe 6 : Les marchés fonciers picards en 2002 et leurs évolutions (Les études de la DRE – juillet 2005)



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE



direction
régionale
de l'Équipement
Picarde

Les

études de la DRE

Numéro 28. vendredi 29 juillet 2005.

LES MARCHÉS FONCIERS PICARDS EN 2002 ET LEURS ÉVOLUTIONS

L'étude du fonctionnement des marchés fonciers a pour objet de mettre en évidence et d'expliquer les disparités spatiales constatées sur les territoires.

L'analyse des données foncières permet de mesurer l'importance des flux : humains (qui achète, qui vend), physiques (quels types de terrains s'échangent et où), économiques (à quel prix les terrains sont vendus).

RÉSUMÉ

En 2002, les marchés fonciers picards ont fait l'objet de 2.514 transactions qui ont porté sur 581 ha pour un total financier échangé de 96,5 millions d'Euros (H.T.). Depuis 1995, les marchés fonciers picards sont relativement dynamiques. Après les deux années exceptionnelles que furent 1999 et 2000, 2002 est une année moyenne, comme l'année 2001. En effet :

- si le nombre de ventes a diminué de 12% par rapport à 2001 (2.849) et par rapport à la moyenne 1995-2000 (2.843), il est resté identique à la moyenne 1995-1997 (2.504)
- la masse financière a augmenté de 1,1% par rapport à 2001, en se maintenant à un niveau supérieur à la moyenne 1995-2000 (94 millions)
- le total des surfaces échangées a augmenté de 6% par rapport à 2001, en s'établissant à un

niveau égal à celui de la période 1999-2001 (582 ha), et supérieur à celui des années 1995-2000 (569 ha)

- le prix moyen au m² (16,60€ H.T.) a baissé de 5% par rapport à 2001 (17,4€) et de 8% par rapport à la période 1999-2001 (18,10€), mais il est resté supérieur de 10% à la moyenne 1995-2000 (15,10€).

Principal segment de marché, les ventes de terrains destinés au logement individuel :

- avec 2.063 lots, ce marché représente à lui seul 82% du total des ventes, pour « seulement » 56% (327ha) du total des surfaces échangées, mais 64% (61,9 millions d'€) de la masse financière globale
- par rapport à 2001, le recul du nombre de transactions (-12%) et la baisse du prix de vente au m² (-7%) sont à nuancer dans la mesure où les surfaces échangées ont augmenté de 3% dans un volume financier qui n'a

MOTS CLEFS

Les marchés fonciers :
Leur étude porte sur les « mutations » des terrains à bâtir, au sens fiscal du terme (la source est constituée des extraits d'actes notariés).
Sont concernés les terrains destinés à la construction de maisons individuelles, de logements collectifs, d'équipements publics, de commerces et de bureaux, de bâtiments industriels et artisanaux, auxquels s'ajoutent les terrains destinés à la revente ainsi que les terrains dont la destination est inconnue mais qui sont classés « terrains à bâtir ».
Les terrains acquièrent une valeur en fonction des activités dont ils sont le support. Le foncier s'insère ainsi dans un système de production plus vaste qui le lie aux marchés immobiliers.

Les extraits d'actes notariés :
Les mutations de biens fonciers sont enregistrées par les services fiscaux car elles donnent lieu à la perception de droits d'enregistrement ou de la TVA.
L'information est rédigée par les notaires puis transmise aux services des domaines où les extraits composent des fichiers dont la durée de vie est d'au moins 4 ans. Elle est tirée en "BATT" et "NON-BATT". L'extrait d'acte de mutation contient un grand nombre d'informations sur la nature et la destination des biens mis en vente, sur leur localisation, sur les parties en cause (vendeurs et acheteurs) et sur le prix de la transaction.

La charge foncière :
Elle correspond au prix réel du terrain pour l'acquéreur.
Outre le prix de vente du lot, elle comprend le coût des branchements et du raccordement à l'égoût, la TVA, les taxes d'urbanisme, les frais d'enregistrement et les frais de notaire.

Les évolutions par rapport à 1995

| Année | Nombre de ventes | Surfaces vendues en ha | Montant des échanges | Prix au m ² |
|-------|------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| 1995 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| 1996 | 115 | 105 | 105 | 105 |
| 1997 | 105 | 100 | 100 | 100 |
| 1998 | 130 | 105 | 105 | 105 |
| 1999 | 145 | 115 | 115 | 115 |
| 2000 | 135 | 110 | 110 | 110 |
| 2001 | 110 | 105 | 105 | 105 |
| 2002 | 105 | 105 | 105 | 105 |

METHODOLOGIE

Phase 1- Etablissement de la base de données à partir des extraits d'actes notariés :

1) **Recueil exhaustif des données**

2) **Traitement des données**

- Etablissement de la base de données
- Réalisation des tableaux
- Conception et réalisation de graphiques et de cartes

Phase 2 – Rédaction d'un rapport sur l'analyse des marchés fonciers :

1) **A trois échelles différentes**

- La Picardie
- Les départements
- Les territoires

diminué que de 4%. En effet, en 2002 :

- le nombre de terrains vendus pour la construction de logements individuels reste supérieur à la moyenne (1.962 ventes) de la période 1995-1998
- les surfaces échangées sont inférieures à celles de 1999 et 2000 (350ha), mais supérieures à celles de 2001 (317ha) ainsi qu'aux moyennes 1995-1998 (225ha/an) et 1995-2000 (268ha)
- la surface moyenne des lots (1.584m²) a augmenté de 235m² par rapport à 2001
- la masse financière est supérieure à la moyenne 1995-2000 (54,1 millions d'Euros/an)
- le prix moyen des lots (30.004€) est en hausse de 7% par rapport à 2001, 10% par rapport à 2000, 32% par rapport à la moyenne 1995-1998
- la charge foncière totale d'un lot, soit le coût réel pour l'acquéreur, dépasse 40.000€

Avec 180 transactions, le marché des terrains destinés au logement collectif a progressé de 310% par rapport à 2001 (58 ventes), dans un volume financier de 5,5 millions d'€, soit 90% de plus qu'en 2001 (2,9 millions d'€).

2) **A partir de trois thématiques :**

- La nature des terrains vendus
- La destination des terrains vendus
- Les acteurs, vendeurs et acheteurs

Phase 3 – Synthèse et communication :

Réalisation d'un dossier de synthèse et d'un document de communication sur « Power-Point »

Nota : les prix sont donnés hors taxes et hors frais de notaire, valant 2002.

Incertitudes sur le marché des terrains à destination économique en 2002 :

- 36ha destinés à l'industrie ou au stockage vendus à 16,2€/m² (103ha à 12,5€/m² en 2001)
- 2,4ha destinés à la construction de bureaux ou de commerces vendus à 18,2€/m² (17ha à 18,7€/m² en 2001).

Le recueil des données n'ayant pu être exhaustif pour ce segment de marché en 2002, son effondrement apparent pourrait être corrigé par des informations sur les acheteurs dont la catégorie socio-professionnelle laisse supposer que la destination de nombreux terrains, classée inconnue notamment dans l'Oise, serait *in fine* économique.

Les marchés fonciers sont constitués principalement d'échanges entre particuliers. En 2002, les personnes physiques ont représenté 71% des vendeurs et 89% des acheteurs. 39% des vendeurs sont des retraités. L'âge moyen des acheteurs est de 37 ans ; 24% seulement ont moins de 30 ans (27% en 1995-2000). Les cadres ont réalisé 23% des achats ; les ouvriers et employés 46%. Le nombre d'acheteurs franciliens (282) a diminué (350 en 2001). Les collectivités territoriales ont vendu 109ha (45ha en 2001) et acheté 21ha (31ha en 2001). La part de

Les études de la DRE

Directrice de la publication :
Michèle JOICMY
Réalisation - Impression :
DRE Picardie
Dépôt légal : 3^{ème} trimestre 2005
ISSN 1633 - 1559

56, rue Jules Baril
80040 Amiens Cedex 1
téléphone :
03 22 82 25 00
télécopie :
03 22 91 73 77
mél : dre-picardie@equipement.gouv.fr

Service Habitat-Ville-Bâtiment :
Françoise GOURDIN
03 22 82 25 17

marché des professionnels de l'immobilier a représenté 13% des surfaces vendues dans un volume financier de 26% (33% en 2001), et 31% des surfaces achetées dans un volume financier de 30% (26% en 2001).

TENDANCES DEPARTEMENTALES

Par rapport à 1995-2001 :

- les parts de marché de l'Aisne ont progressé quel que soit l'indicateur observé : nombre de transactions (+8%), surfaces échangées (+35%), masse financière (+31%)
- dans l'Oise, les transactions ont baissé de 24%, les surfaces échangées de 5% et la masse financière de 10%.
- dans la Somme, si les transactions ont diminué de 6% et les surfaces échangées de 8%, la masse financière a augmenté de 6%.

Par rapport à 2001, les transactions ont toutefois baissé de 14% dans l'Aisne, dans un volume financier en hausse de 6%. Dans l'Oise, les transactions ont baissé de 5%, la masse financière de 5%. Dans la Somme, les transactions ont augmenté de 1,2% dans un volume financier en hausse de 15%.

PILOTAGE DE L'OBSERVATOIRE DES MARCHES FONCIERS

| | | | |
|--------------------|--|----------------------|--|
| Maîtrise d'ouvrage | ETAT – DRE Picardie | Réalisation | CETE Nord-Picardie Gaëtan LEROY, Corine STRADY |
| Pilotage : | DRE Picardie - Division HVB B. LESAFFRE, F. GOURDIN | Début de réalisation | 1 ^{er} juin 2005 |
| | | Diffusion de l'étude | Fin de l'étude : juin 2005 Services de l'Etat, Collectivités, CDC, URH Picardie Fédérations professionnelles |



REPUBLIQUE FRANÇAISE



direction régionale de l'Équipement Picardie

Les études de la DRE

Numéro 30. Vendredi 26 Août 2005.

LES MARCHÉS IMMOBILIERS PICARDS EN 2002 ET LEURS ÉVOLUTIONS

H
A
B
I
T
A
T

Cette étude permet de connaître l'évolution des marchés immobiliers en région Picardie ainsi que dans les départements et territoires qui la composent, par l'analyse des flux humains (qui achète, qui vend), physiques (quels types de biens immobiliers s'échangent et où), économiques (à quel prix se font les ventes).

RESUME

En 2002, les marchés immobiliers picards ont fait l'objet de 20.788 transactions pour un total de 1,91 milliard € H.T., soit, par rapport à 2001, une diminution de 6% du nombre de transactions, mais une hausse de 0,9% des échanges financiers. Le taux de mutation « NET » (2,96%), en baisse pour la 3^{ème} année consécutive, est au même niveau qu'en 1995. Il était de 3,25% en 2001, de 3,38% en 2000 et de 3,84% en 1999, année de référence comme 1996, où le taux avait atteint 3,62%.

Avec 15.752 transactions, soit 11% de moins qu'en 2001 (17.636) et 18% de moins qu'en 2000 (19.224), les ventes de maisons anciennes ont représenté 76% du marché (80% en 2001 et 84% en 2000). Le prix moyen de ces maisons (97.439€) a augmenté de 8% par rapport à 2001 (90.507€). L'amplitude des prix, qui était de 1 à 7 en 2000 et de 1 à 9 en 2001, s'est encore élargie : de 1 à 11. La surface moyenne des terrains d'assiette est de 1.334 m², mais plus de la moitié des maisons anciennes (52%) sont bâties sur une surface de terrain inférieure à 700 m².

MOTS CLEFS

Les marchés immobiliers du logement :

Leur étude porte surtout sur les logements neufs que sur les logements anciens, sur les logements collectifs que sur les logements individuels. La base de données est constituée à partir d'extraits d'actes notariés. Ne sont traitées que les ventes de gré à gré et les adjudications.

Les extraits d'actes notariés :

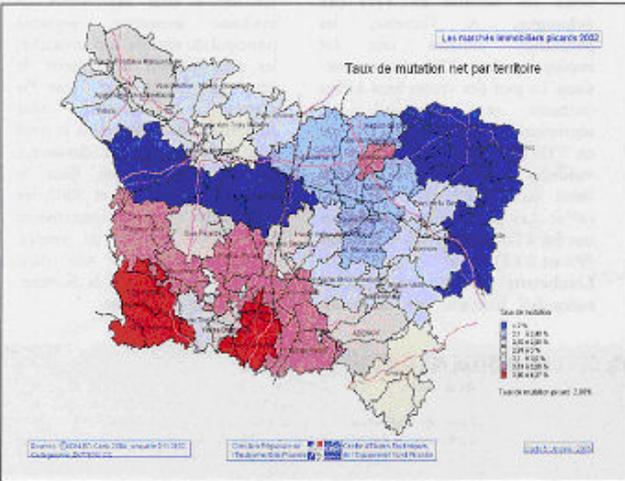
Les mutations de biens immobiliers sont enregistrées par les services fiscaux car elles donnent lieu à la perception de droits d'enregistrement ou de la TVA.

L'information est rédigée par les notaires puis transmise aux services des domaines où les extraits composent des fichiers dont la durée de vie est d'au moins 4 ans.

Les extraits d'actes de mutation contiennent un grand nombre d'informations sur la nature et la destination des biens mis en vente, sur leur localisation, sur les acteurs en cause (vendeurs et acheteurs) et sur le prix de la transaction.

Le taux de mutation « NET » :

C'est le rapport entre les ventes observées dans le cadre des enquêtes et le parc de logements existants en 2001 (826 928) selon la source MEATIM-FILOCOM-DGI 2001, auquel a été soustrait le nombre de logements HLM existants en 2001 (124 480) enregistrés également dans le fichier Filocom.



METHODOLOGIE

Phase 1 - Etablissement de la base de données à partir des extraits d'actes notariés :

1) Recueil des données par sondage au quart

2) Traitement des données

- Etablissement de la base de données
- Réalisation des tableaux
- Conception et réalisation de graphiques et de cartes

Phase 2 - Rédaction d'un rapport sur l'analyse des marchés immobiliers :

1) A trois échelles différentes

- La Picardie
- Les départements
- Les territoires

2) A partir de quatre thématiques

- Le marché, sa structure
- Les prix pratiques
- Les segments de marché
- Les acteurs, vendeurs et acheteurs

Phase 3 - Synthèse et communication :

Réalisation d'un dossier de synthèse et d'un document de communication sur « Power-Point ».

Note : les prix sont donnés hors taxes et hors frais de notaire.

Avec seulement 176 ventes, le marché de l'individuel neuf a diminué de 8% par rapport aux années 2000-2001 et se situe à un niveau inférieur de 50% à la moyenne des années antérieures (350 ventes/an). Le prix moyen, qui avait augmenté de 17% entre 2000 et 2001, a atteint, en 2002, le niveau très élevé de 223.292€, soit 60% de plus qu'en 2001 (139.694€). Ces chiffres sont à prendre avec précaution compte tenu du très faible nombre de ventes.

Le marché des appartements anciens (2.692 ventes) a représenté 84% des ventes de logements collectifs. Il s'est concentré dans les villes-centres, les stations balnéaires et certaines communes du sud de l'Oise. Par rapport à 2001, le nombre de transactions a progressé de 12%. Le prix moyen (65.828€) est en hausse de 5%. La surface moyenne a été de 61 m², comme en 2000 (56 m² en 2001), pour un prix moyen au m² de 1.156€, en baisse de 8% par rapport à 2001, mais supérieur de 9% à la moyenne des années 1997-2000.

Avec 404 ventes (832 en 2001), le marché des appartements

neufs (qui avait atteint 1.372 ventes en 1999, tiré par la fin du dispositif fiscal « Périssol ») se situe au niveau, peu dynamique, de l'année 2000 (316 ventes). Les dispositifs fiscaux Besson-Lienemann semblent donc avoir eu peu d'effet en 2002. Les promoteurs et marchands de biens ont réalisé 63% des ventes, ciblées principalement sur 6 communes, dont 4 dans l'Oise. Le prix moyen (93.628€) a augmenté de 25% par rapport à 2001 (74.625€). La surface moyenne a été de 59 m² comme en 2001 (64 m² en 2000), pour un prix moyen/m² de 1.701€ (1.440€ en 2001).

LES ACTEURS

Les particuliers ont été à eux seuls les acteurs de 87% des échanges. A l'inverse, les personnes morales ont été impliquées dans 13% des transactions. La part des ventes liées à l'âge (retraites et indivisions) ont représenté 37% du marché, comme en 2000 (31% en 2001). La part des vendeurs actifs (47%) a été plus faible qu'en 2001 (51%) et 2000 (49%). Les promoteurs immobiliers ont été à l'origine de 4% des ventes (5% en 2001).

L'acheteur type est un actif, de nationalité française, âgé de 40ans,

Les études de la DRE

Directrice de la publication :
Michèle JOIGNY
Réalisation - Impression :
DRE Picardie
Dépôt légal : 3^{ème} trimestre 2005
ISSN 1633 - 1539

56, rue Jules Barni
80040 Amiens Cedex 1
téléphone :
03 22 82 25 00
télécopie :
03 22 81 73 77
e-mail : dre-picardie@equipement.gouv.fr

Service Habitat-Ville-Bâtiment :
Françoise GOURDIN Bruno LESAFFRE
03 22 82 25 17 03 22 82 25 11

qui appartient dans 40% des transactions aux CSP moyennes et supérieures, et dans 38%, aux CSP ouvriers-employés. Dans 76% des transactions, il réside à proximité du bien acquis (même commune ou même territoire). La part des acheteurs non picards (19%) est restée stable. 12% des acheteurs étaient originaires de la région Ile-de-France. La part des jeunes ménages (moins de 30 ans) a été de 19% (21% en 2001). Leur part de marché, qui était de 25% pendant la période 1993-1996, est en baisse depuis 1997.

CONCLUSION

La baisse du nombre total de transactions (-19% depuis 1999) est liée à celle des ventes de maisons anciennes, segment principal du marché. En revanche, les prix moyens ne cessent de progresser quel que soit le segment de marché, plus fortement cependant dans le neuf que dans l'ancien, et davantage dans l'individuel que dans le collectif. Entre 1997 et 2002, les évolutions des départements picards, en nombre de ventes, sont contrastées : - 6% dans l'Aisne et - 8% dans la Somme, mais +17% dans l'Oise.

PILOTAGE DE L'OBSERVATOIRE DES MARCHES IMMOBILIERS

Maîtrise d'ouvrage : ETAT - DRE Picardie

Réalisation

CETE Nord-Picardie

Pilotage : DRE Picardie - Division HVB
B. LESAFFRE, F. GOURDIN

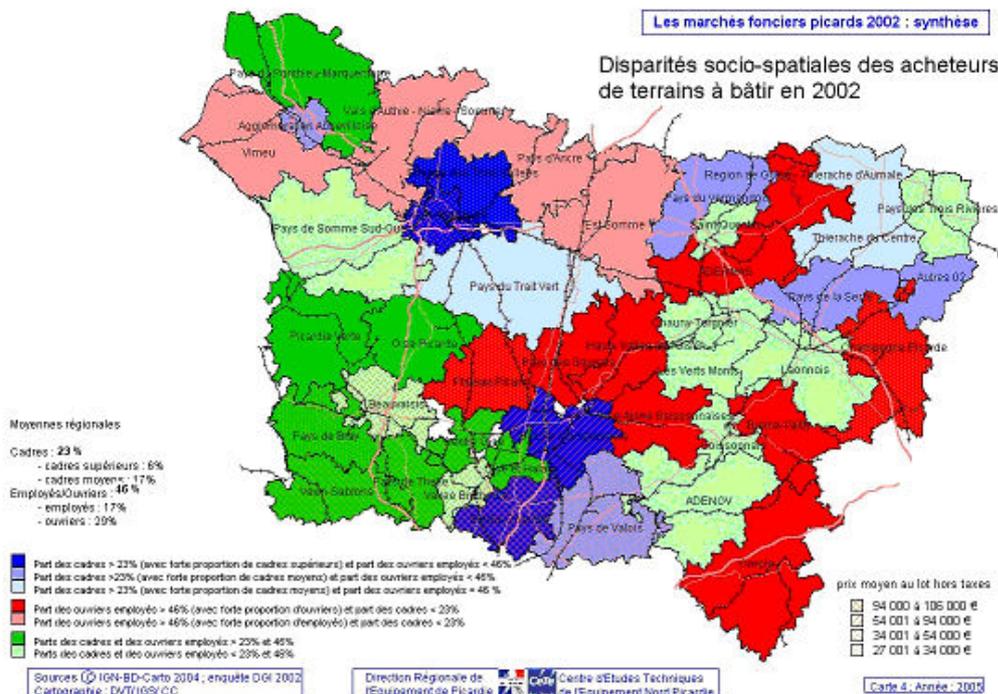
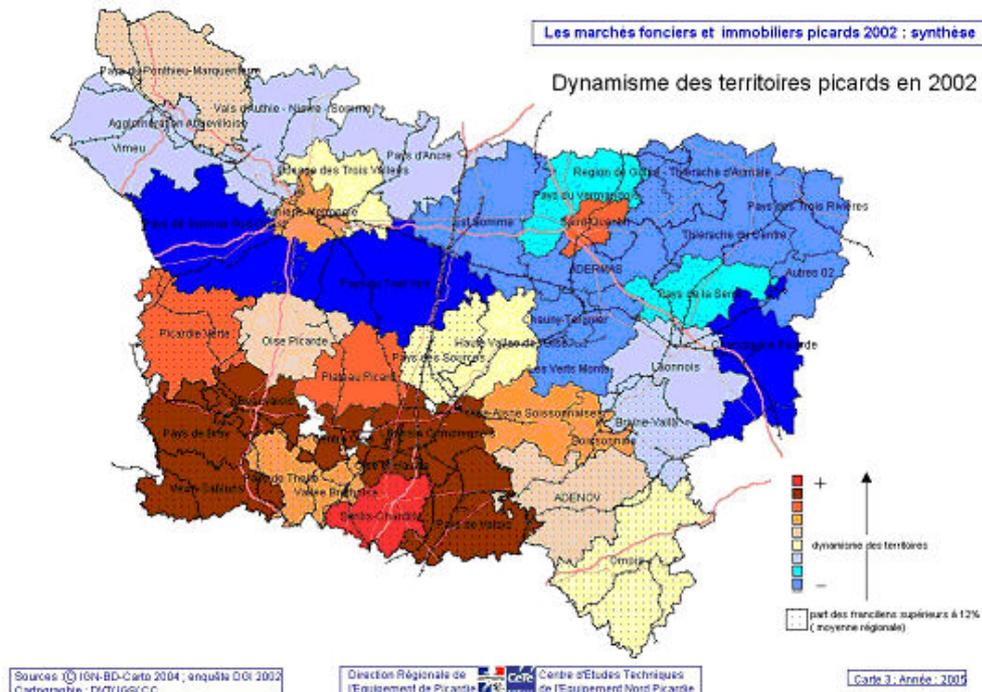
Délai de réalisation

1 an - Fin de Pétade août 2005

Diffusion de Pétade

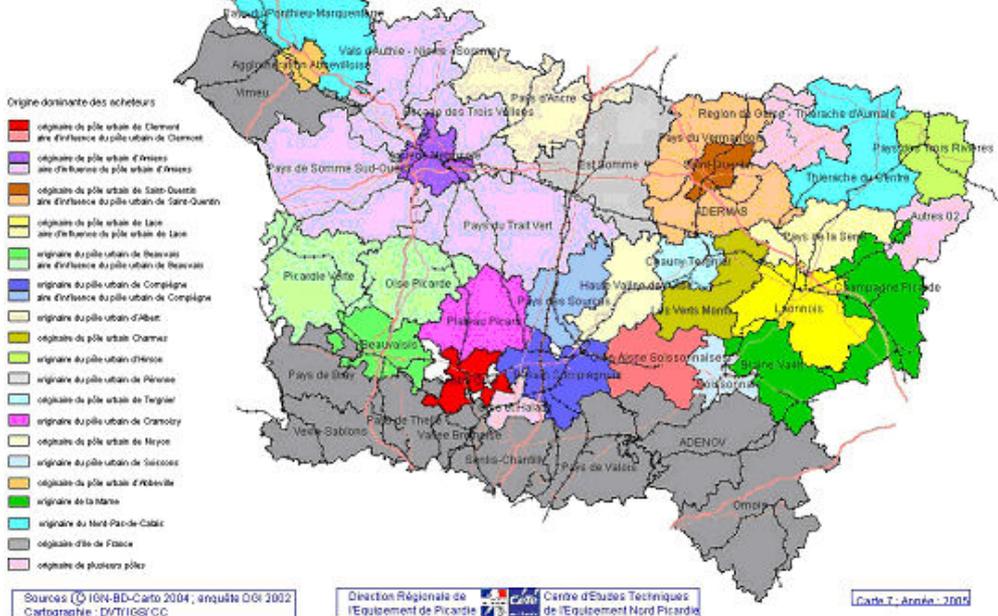
Services de Pétade, Collectivités, CDC, URH, Fédérations Professionnelles

6.7 Annexe 7 : Cartes – Les marchés fonciers et immobiliers picards en 2002



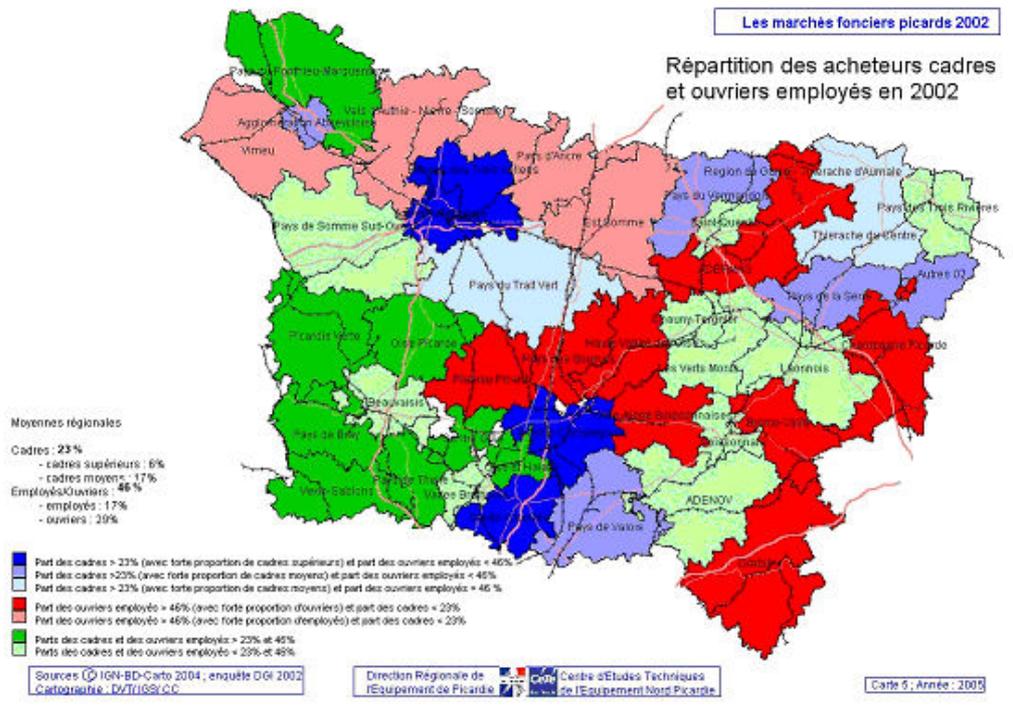
Les marchés fonciers et immobiliers picards 2002 : synthèse

Origine dominante des acheteurs de logements en 2002



Les marchés fonciers picards 2002

Répartition des acheteurs cadres et ouvriers employés en 2002



6.8 Annexe 8 : Le module OEIL (Journal officiel de la République – arrêté du 19 juin 1996)

Arrêté du 19 juin 1996 relatif à la création par la direction générale des impôts de traitements automatisés de gestion et de contrôle des dossiers relevant de la compétence des services de fiscalité immobilière et du domaine

NOR : BUDL960075A

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,
Vu la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, ratifiée par la loi n° 82-890 du 19 octobre 1982 ;
Vu le code général des impôts ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment ses articles L. 10, L. 16, L. 17, L. 19, L. 55 et suivants, L. 102 A, L. 169, L. 176, L. 180, L. 186, R. 19-1, R. 60-1 et R. 196-3 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ;

Vu le décret n° 85-835 du 7 août 1985 relatif à l'utilisation par la direction générale des impôts du Répertoire national d'identification des personnes physiques ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 19 mars 1996 portant le numéro 96-018,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Dans le cadre du projet « Outils informatiques FI », la direction générale des impôts est autorisée à mettre en œuvre, dans les services de fiscalité immobilière et du domaine, les modules : OEIL (Observatoire des évaluations immobilières locales), FI-3S (Système de surveillance des successions), SRP (Surveillance des régimes fiscaux de faveur) et GLOBE-FI (Gestion litérale par outils bureautiques élaborés pour la fiscalité immobilière).

Art. 2. – Le module OEIL a pour finalité de permettre aux services de fiscalité immobilière et du domaine de disposer, pour les besoins d'évaluation des biens, de termes de comparaison et d'études de marché.

Le module FI-3S a pour finalité de permettre l'enregistrement des actes de décès et d'assurer la surveillance par les services de fiscalité immobilière du dépôt des déclarations de succession dans les délais légaux. Il permet, en outre, d'apporter une aide à la sélection des dossiers à contrôler.

Le module SRP a pour finalité le suivi par les services de fiscalité immobilière des mutations à titre onéreux taxées selon un régime dérogatoire au droit commun.

Le module GLOBE-FI a pour finalité de fournir une aide bureautique à l'élaboration et à la mise en forme des documents utilisés dans le cadre des travaux accomplis par les services de fiscalité immobilière : relance des défaillants, demande d'informations, redressement en procédure contradictoire ou d'office, mise en recouvrement, suivi de l'activité des services.

Art. 3. – Les informations traitées sont les suivantes :

1^{er} Informations communes aux modules :
Agent de la D.G.I. : nom, prénom, habilitation, grade ;
Contribuable : identifiant, nom, prénom, adresse, date de naissance ;
Courrier ;
Service de fiscalité immobilière ;
Commune ;
Mutation ;
Références cadastrales ;
Correspondant du service : contribuable ou mandataire, intervenants habituels (maires, notaires, banques...) ;
Suivi statistique de l'activité du service.

2^{es} Informations propres au module OEIL :
Bien : habitat en copropriété, habitat individuel, immeuble de rapport, bâti professionnel, terrains non bâtis, fonds de commerce ;
Lien avec nature de bien, lien avec constituants du bien ;
Constituants du bien :

- pour les immeubles bâtis : année de construction, type, nombre et surface des locaux ou pièces, des dépendances, Catégorie cadastrale, coefficient de situation, Situation locale ; type de bail, date, montant ;
- pour le non-bâti : niveau d'équipement, données d'urbanisme (P.O.S., C.O.S., Z.A.C.), situation locale ;
- pour les fonds de commerce : nature et code activité, emplacement (centre-ville, zone pionnière...). Situation locale, montant des chiffres d'affaires et bénéfices des trois dernières années ;

Exercice fiscal (fonds de commerce) : date de début et de fin des exercices fiscaux pour un fonds de commerce ;

Nature de document : table des différents types de documents supports de la mutation ou de l'évaluation du bien (mutation à titre onéreux, à titre gratuit, rapport d'évaluation domaniale, déclaration d'intention d'aliéner...);

Voie et lieu dit : table des voies, code commune, code voie ;
Zone d'évaluation : ensemble de communes formant un marché immobilier homogène. Code, libellé, liste des communes ;

Régime fiscal : table des différents régimes fiscaux applicables aux mutations. Articles du code général des impôts et libellé abrégé ;

Bail/nature : table des différents types de baux ;
Services : table recensant, pour un département donné, les recettes, les conservations des hypothèques, les centres des impôts, les centres des impôts fonciers ;

Nature de biens : table contenant la nomenclature cadastrale de classification des biens en groupes, sous-groupes et classes. Codes et libellés.

3^{es} Informations propres au module FI-3S :
Défunt : identifiant, nom, prénom, adresse du domicile, date et lieu de naissance, date et lieu de décès, situation familiale, lien avec héritier, lien avec les services de la direction générale des impôts compétents ;

Déclaration de succession : numéro d'enregistrement par la recette, date, type, montant de l'actif, abattements, impôt dû et acomptes ;

Successesseur : nom, prénoms, adresse, qualité, lien avec le défunt ;

Patrimoine : liste des impositions fiscales établies au nom du *de cuius* (type et adresse) ;

Secteur d'assiette des impôts : code et libellé du secteur gestionnaire du dossier fiscal (n° 2004) du défunt ;

Recette des impôts : code et libellé de la recette du lieu de dépôt de la déclaration de succession ;

Résultats de l'affaire : redressements (types et dates), droits initiaux et droits redressés, abattements, références à la mise en recouvrement, lien avec l'héritier concerné.

4^e Informations propres au module SRP :

Régime fiscal de faveur : table contenant la liste des régimes fiscaux de faveur, articles du code général des impôts, libellé, conditions d'octroi du régime de faveur, lien avec délai de surveillance ;
Délai de surveillance : type, dates de début et de fin.

5^e Informations propres au module GLOBE-FI :

Activité : nom et code des types de contrôle ;
Affaire : identifiant, date, nom de l'affaire, identification du défunt dans le cas d'une affaire concernant une succession, bases et droits avant et après contrôle, pénalités, lien avec contribuable concerné ;

Lien entre affaires (même contribuable, même thème) permettant de constituer un dossier virtuel ;

Éléments taxables : élément (bien, mutation), objet du contrôle fiscal ; document source, dates de fait générateur et de prescription ;

Description technique :
Immeubles d'habitation : adresse, surface et nombre de pièces, année de construction, valeur déclarée, éléments de confort, d'entretien, situation locale ;

Bâti professionnel : surface, nombre de locaux, année de construction, valeur déclarée, situation locale ;

Non-bâti : surface, valeur déclarée, situation au regard des règlements d'urbanisme, situation locale ;

Fonds de commerce : localisation, bénéfices et chiffres d'affaires des trois dernières années ;

Autres meubles ;
Autres ;

Surveillances : descriptif de la mutation et du type de surveillance exercée ;

Calcul : table présentant tous les éléments du calcul d'impôt (barèmes, abattements, réductions, formules) ;
Base et droits avant et après redressement opéré par le service ;

Motivation : table de textes légaux appliqués dans le cadre des contrôles, numéros d'articles (code général des impôts, livre des procédures fiscales), contenu des textes ;

Procédure : table des différentes procédures de contrôle prévues au code général des impôts, code et libellé ;
Terme de comparaison : éléments taxables précités.

Art. 4. – Le module FI-3S est enrichi à partir des fiches-décès communiquées par les maires sur support papier ou magnétique. Le traitement SPI (Simplification des procédures d'imposition) transmis au module FI-3S les données d'identification et les occurrences fiscales et foncières des personnes décédées. Le traitement MAJIC 2 transmet périodiquement au traitement OEIL, des fichiers magnétiques recensant les mutations d'immeubles ainsi que le descriptif cadastral des biens mutés.

Le module OEIL et l'application MAJIC 2 transmettent périodiquement au module SRP les données permettant la constitution d'un fichier des mutations à surveiller.

La direction générale des impôts transmet périodiquement à la direction générale des douanes et des droits indirects une liste de personnes décédées afin d'apurer le registre des titulaires du privilège de bouilleurs de crus.

Art. 5. – Sont destinataires des informations traitées dans le cadre de leurs attributions les agents habilités des services de fiscalité immobilière et, pour le seul module OEIL, les agents habilités des services du domaine.

Art. 6. – Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi du 6 janvier 1978 modifiée susvisée, s'exerce auprès des services cités à l'article 5, territorialement compétents.

Art. 7. – En application de l'article 3 de la loi précitée, les informations et les raisonnements utilisés issus du fichier OEIL, en tant qu'ils sont opposés à des personnes, devront être communiqués à ces dernières.

Art. 8. – Le droit d'opposition, prévu par l'article 26 de la loi précitée, ne s'applique pas aux présents modules.

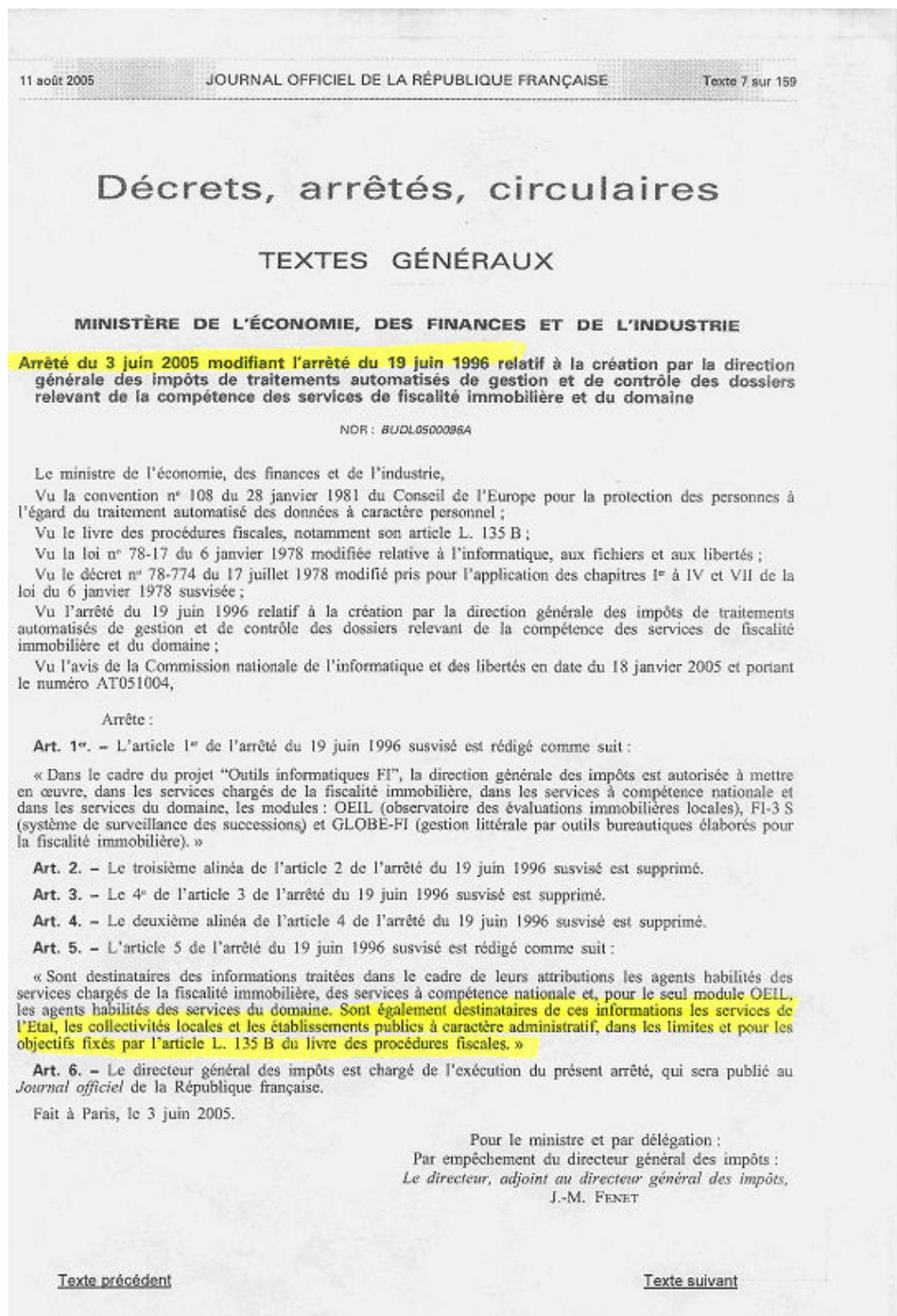
Art. 9. – L'arrêté du 28 août 1985 relatif à la création d'une documentation automatisée concernant les évaluations foncières est abrogé.

Art. 10. – Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 juin 1996.

ALAIN LAMASSOURE

6.9 Annexe 9 : Arrêté du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté du 19 juin 1996 relatif à la création de traitements automatiques de gestion et de contrôle des dossiers relevant de la compétence des services de fiscalité immobilière et du domaine



6.10 Annexe 10 : Application informatiques FI. Accès aux données contenues dans la base CEIL (Note du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie – Service de l'Application – Août 2005)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction des Services Fiscaux de l'Hérault
CABINET

24 AOÛT 2005

1027

A Paris, le 22 août 2005

SERVICE DE L'APPLICATION
SOUS-DIRECTION DE LA GESTION
DES IMPÔTS DES PARTICULIERS,
DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE,
DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES

BUREAU M 1
NEL : bureau.m1@dgi.finances.gouv.fr
TELECOPIER : 01.53.18.95.17

Référence à rappeler :
05D2_453.doc – APPL049 - CD05 /9189

NOTE
pour Mesdames et Messieurs les
Délégués interrégionaux
Directeurs des services fiscaux

OBJET : Applications informatiques FI. Accès aux données contenues dans la base CEIL.
P. J. : Arrêté du 3 juin 2005 publié le 11 août 2005 au Journal Officiel.

Mesdames et Messieurs les directeurs et délégués interrégionaux sont informés que l'arrêté du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté du 19 juin 1996 relatif à la création des applications informatiques FI (FI3S, GLOBE et CEIL), publié au Journal Officiel le 11 août 2005, autorise les services de l'État, collectivités locales et établissements publics à caractère administratif à accéder aux données contenues dans la base CEIL. Cet accès s'effectue dans le cadre réglementé de l'article L 135 B du Livre des procédures fiscales.

Toutefois, il est précisé qu'il ne s'agit pas d'un accès direct à l'application, en raison, notamment, de la présence de données fiscales soumises au secret professionnel. Seuls les agents des impôts des services chargés de la fiscalité immobilière, des services à compétence nationale et pour CEIL, des agents des services du domaine, sont habilités à consulter les applications informatiques FI.

| NOTES D. G. I. | |
|----------------------|---|
| DSF | |
| DD1 | |
| DD2 | |
| REC.DIV. | |
| 1 ^{ère} DIV | |
| 2 ^{ème} DIV | X |
| 3 ^{ème} DIV | |
| 4 ^{ème} DIV | |
| 5 ^{ème} DIV | X |
| 6 ^{ème} DIV | |
| 7 ^{ème} DIV | |
| Archivage | |

En conséquence, la transmission des données informatiques dans le cadre de l'article cité ci-avant doit toujours s'effectuer par l'intermédiaire des agents habilités, et après accord des services compétents de la direction concernée.

L'administrateur civil
chef de bureau
Thierry DUFANT


DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Erreur! Signet non défini.

6.11 Annexe 11 : Nouvelles modalités de consultation des données foncières (Lettre de la délégation interrégionale des impôts Nord – Novembre 2005)

16.11.05
381

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

DELEGATION INTERREGIONALE DES IMPOTS NORD Lille, le mardi 8 novembre 2005
13-15, BD DE LA LIBERTE
59 800 LILLE
TÉLÉPHONE : 03 20 17 64 90
TELECOPIE : 03 20 17 64 99
di.lille@dgi.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Nathalie ANDRE
Téléphone : 03 20 17 64 95
nathalie.andre@dgi.finances.gouv.fr

Objet : enquête statistique
Réf : votre courrier du 17 juin 2005

D.V.T n° 1193
Date 17 NOV 2005
Copie à MM
P. CAPLAIN
C. STRAÏOY
C. LEROY

→ P. Caplain
→ M. Lerois
M. Lerois

CETE Nord Pas de Calais Picardie
A l'attention de M. ARNOULD, Directeur Adjoint
2 rue de Bruxelles
BP 275
59019 LILLE CEDEX

Au cours de nos différents échanges téléphoniques, vous avez été informé des nouvelles modalités de consultation des données foncières de la Direction Générale des Impôts utiles pour votre mission d'observation des marchés immobiliers.

La mise en place de la Banque Nationale de Données Patrimoniales, dont l'accès est limité par la CNIL aux seuls agents de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale de la Comptabilité Publique, entraînera progressivement la disparition des extraits d'acte papier. Une solution alternative peut cependant vous être proposée pour vous permettre de continuer d'accéder à l'information. Cette solution consiste en l'extraction au format EXCEL des données contenues dans le logiciel CÉIL géré au niveau départemental par les directions des services fiscaux (DSF).

En accord avec ces dernières, je vous invite donc à bien vouloir adresser vos demandes de renseignements sur les communes étudiées à chacune des DSF territorialement compétentes. Vous trouverez leurs coordonnées ci-dessous.

| | |
|---|--|
| DSF AISNE Affaires domaniales 43 rue du 13 octobre 1918 02007 LAON CEDEX Tél : 03.23.26.70.00 Mél : dsf.aisne@dgi.finances.gouv.fr | DSF OISE Affaires domaniales 29 rue du docteur Gérard 60030 BEAUVAIS CEDEX Tél : 03.44.79.54.54 Mél : dsf.oise@dgi.finances.gouv.fr |
| DSF EURE Affaires domaniales Cité administrative Bd Georges Chauvin 27622 EVREUX CEDEX Tél : 02.32.24.88.00 Mél : dsf.eure@dgi.finances.gouv.fr | DSF PAS DE CALAIS Affaires domaniales 5 rue du docteur Brassard 62034 ARRAS CEDEX Tél : 03.21.23.68.00 Mél : dsf.pas-de-calais@dgi.finances.gouv.fr |
| DSF NORD LILLE Affaires domaniales 161 Bd de la liberté 59000 LILLE Tél : 03.20.38.64.64 Mél : dsf.nord-lille@dgi.finances.gouv.fr | DSF SEINE MARITIME Affaires domaniales 12 bis avenue PASTEUR 76 037 ROUEN CEDEX Tél : 02.35.14.40.00 Mél : dsf.seine-maritime@dgi.finances.gouv.fr |
| DSF NORD VALENCIENNES Affaires domaniales 15 rue de la Rougeville BP 429 59322 VALENCIENNES CEDEX Tél : 03.27.20.39.00 Mél : dsf.nord-valenciennes@dgi.finances.gouv.fr | DSF SOMME Affaires domaniales 60 rue des Jacobins BP 2614 80026 AMIENS CEDEX Tél : 03.22.97.32.97 Mél : dsf.somme@dgi.finances.gouv.fr |

Comme convenu, je reste toujours à votre disposition pour vous aiguiller dans cette nouvelle démarche.

Pour le Délégué Interrégional
Le directeur divisionnaire

Philippe JAECK


DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1 Préalable | 7 |
| 2 La Direction Générale des Impôts : missions et données | 9 |
| 2.1 Le Cadastre | 10 |
| 2.1.1 Rôle et mission | 10 |
| 2.1.1.1 Une fonction fiscale | 11 |
| 2.1.1.2 Une fonction technique | 11 |
| 2.1.1.3 Une fonction foncière | 11 |
| 2.1.1.4 Une fonction documentaire | 12 |
| 2.1.2 Nature et contenu des données cadastrales | 12 |
| 2.1.2.1 Le plan cadastral : le document graphique | 12 |
| 2.1.2.1.1 <i>Le bâtiment</i> _____ | 13 |
| 2.1.2.1.2 <i>La parcelle</i> _____ | 14 |
| 2.1.2.1.3 <i>Le domaine non cadastré</i> _____ | 14 |
| 2.1.2.2 La matrice cadastrale : la donnée | 15 |
| 2.1.2.2.1 <i>Organisation des données sous MAJIC II</i> _____ | 17 |
| 2.1.2.2.2 <i>Modalités de diffusion et périodicité de mise à jour de la matrice</i> _____ | 17 |
| 2.1.3 Politique d'informatisation du plan cadastral | 18 |
| 2.1.3.1 Orientations de la DGI : le Plan Cadastral Informatisé | 18 |
| 2.1.3.2 Orientations de l'IGN : la BDParcellaire® | 20 |
| 2.1.3.3 La coexistence de deux produits | 20 |
| 2.1.3.4 Position du ministère de l'Équipement | 21 |
| 2.1.3.5 La situation actuelle | 22 |

| | |
|---|-----------|
| 2.2 Le Domaine | 23 |
| 2.2.1 Rôle et mission | 23 |
| 2.2.1.1 Gérer le patrimoine immobilier de l'État | 23 |
| 2.2.1.2 Évaluer le patrimoine immobilier des collectivités | 24 |
| 2.2.1.3 Évaluer les acquisitions des SAFER. | 24 |
| 2.2.1.4 Gérer le patrimoine privé | 24 |
| 2.2.2 Nature et contenu des données foncières et immobilières | 24 |
| 2.2.2.1 Le fichier des hypothèques | 24 |
| 2.2.2.2 Les collections d'extraits d'actes de mutations | 24 |
| 2.2.2.2.1 Contenu de l'extrait d'acte _____ | 24 |
| 2.2.2.2.2 Contenu des collections d'extraits d'actes _____ | 26 |
| 2.2.2.2.3 Diffusion des données issues des extraits d'actes _____ | 26 |
| 2.2.2.3 Le fichier ŒIL | 28 |
| 2.2.2.3.1 Contenu du fichier _____ | 28 |
| 2.2.2.3.2 Diffusion _____ | 29 |
| 3 Quelques partenariats locaux | 31 |
| 3.1 Équipement et cadastre | 31 |
| 3.1.1 Les conventions PCI dans la Nièvre | 31 |
| 3.1.1.1 Participation à la politique conventionnelle de la DGI31 | |
| 3.1.1.2 Conventonnement global DDE-SIEEEN-DGI | 32 |
| 3.1.1.2.1 La convention inter-partenaires relative aux trente-six communes. _____ | 32 |
| 3.1.1.2.2 La convention DGI. _____ | 32 |
| 3.1.1.3 Création de dispositifs d'incitation singuliers | 33 |
| 3.1.1.3.1 La modulation de la part de la Dotation Globale de Décentralisation relative à l'établissement de documents d'urbanisme, en fonction de l'engagement de la commune au PCI vecteur _____ | 33 |

| | | |
|--------------|---|-----------|
| 3.1.1.3.2 | <i>La mobilisation de crédits de sources ministérielles différentes</i> | 33 |
| 3.1.1.3.3 | <i>La mise en place d'un système de péréquation défini avec le SIEEEN</i> | 34 |
| 3.1.2 | Diffusion du cadastre via le CRIGE PACA | 35 |
| 3.2 | Observation des transactions foncières et immobilières | 37 |
| 3.2.1 | Les démarches d'enquête Existan | 37 |
| 3.2.2 | Observatoire des transactions Foncières et Immobilières en Languedoc-Roussillon | 38 |
| 3.2.2.1 | Une observation initiale soutenue par Existan | 38 |
| 3.2.2.2 | Un partenariat avec les DSF autour des extractions de Œil 40 | |
| 3.2.3 | Suivi des marchés fonciers et immobiliers picards | 42 |
| 3.2.3.1 | Une base de données très complète | 42 |
| 3.2.3.2 | Des analyses problématisées | 44 |
| 4 | Intérêts communs et besoins de chacun | 45 |
| 4.1 | Accès aux données foncières et immobilières | 45 |
| 4.1.1 | Nouveaux circuits de collectes des données | 46 |
| 4.1.2 | Nouvel outil de gestion : la base nationale de données patrimoniales | 47 |
| 4.1.3 | Les orientations de la DAEI peuvent-elle évoluer vers de nouvelles pistes de collaboration avec la DGI ? | 48 |

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 4.2 | Mise à jour du plan et des données du cadastre | 49 |
| 4.2.1 | Les plans de levé de bâtiments ou d'infrastructures | 49 |
| 4.2.2 | Les données relatives aux permis de construire | 49 |
| 4.3 | Numérisation des Plans Locaux d'Urbanisme | 51 |
| 4.3.1 | L'expérience en DDE de la Loire Atlantique | 52 |
| 4.3.2 | De nouvelles orientations impulsées par le CNIG. | 53 |
| 5 | En guise de conclusion | 54 |
| 6 | Annexes | 57 |
| 6.1 | Annexe 1 : liste des sigles utilisés | 57 |
| 6.2 | Annexe 2 : Organisation du Minefi | 59 |
| 6.2.1 | Organisation | 59 |
| 6.2.2 | Organisation des services centraux et territoriaux | 61 |
| 6.2.2.1 | Les services centraux | 61 |
| 6.2.2.1.1 | <i>Description</i> _____ | 61 |
| 6.2.2.1.2 | <i>Organigramme</i> _____ | 62 |
| 6.2.2.2 | Les services territoriaux | 62 |
| 6.2.2.2.1 | <i>Directions à compétence nationale</i> _____ | 62 |
| 6.2.2.2.2 | <i>Directions à compétence interrégionale</i> _____ | 63 |
| 6.2.2.2.3 | <i>Directions à compétence départementale</i> _____ | 63 |

| | | |
|------|--|----|
| 6.3 | Annexe 3 : personnes rencontrées et contactées | 65 |
| 6.4 | Annexe 4 : Lettre du président du SIEEEN à la DDE 58 relative à la numérisation du cadastre | 66 |
| 6.5 | Annexe 5 : Observatoire régional des transactions foncières et immobilières en Languedoc-Roussillon (brochure édition 2004) | 67 |
| 6.6 | Annexe 6 : Les marchés fonciers picards en 2002 et leurs évolutions (Les études de la DRE – juillet 2005) | 70 |
| 6.7 | Annexe 7 : Cartes – Les marchés fonciers et immobiliers picards en 2002 | 74 |
| 6.8 | Annexe 8 : Le module ŒIL (Journal officiel de la République – arrêté du 19 juin 1996) | 76 |
| 6.9 | Annexe 9 : Arrêté du 3 juin 2005 modifiant l'arrêté du 19 juin 1996 relatif à la création de traitements automatiques de gestion et de contrôle des dossiers relevant de la compétence des services de fiscalité immobilière et du domaine | 77 |
| 6.10 | Annexe 10 : Application informatiques FI. Accès aux données contenues dans la base ŒIL (Note du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie – Service de l'Application – Août 2005) | 78 |
| 6.11 | Annexe 11 : Nouvelles modalités de consultation des données foncières (Lettre de la délégation interrégionale des impôts Nord – Novembre 2005) | 79 |

© ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
centre d'Études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques

Toute reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement du Certu est illicite (loi du 11 mars 1957).
Cette reproduction par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

Reprographie: CETE de Lyon ☎ (+33) (0) 4 72 14 30 30 (juin 2006)
Dépôt légal: 2^e trimestre 2006
ISSN: 1263-2570
ISRN: Certu/RE -- 06-07 -- FR

Certu
9, rue Juliette-Récamier
69456 Lyon cedex 06
☎ (+33) (0) 4 72 74 59 59
Internet <http://www.certu.fr>